Jean Quidot, 88 ans, habitant Dives-sur-mer

Jean Quidot a envoyé son témoignage à Vincent Carpentier pour raconter l'arrestation de l'abbé Leclerc. Ce récit a été suivi d'un entretien enregistré en mai 2014

Le 6 JUIN

La nuit du 5 au 6 juin, je dormais profondément quand mère vint me réveiller et me dire: "Lève-toi, c'est le débarquement ». Encore endormi, ma réponse fut la suivante: "Je n'en ai rien à faire". Il y avait tellement d'insistance dans ses propos que je réalisais tout à coup que quelque chose se passait. Par la fenêtre de ma chambre dont ma mère avait ouvert les volets, je vis un ciel embrasé de partout, les tirs d'obus succédaient aux différents bombardements aériens.
Elle me demanda d'aller chercher ma sœur, ma grand-mère et ma tante qui résidaient au 53 rue St Pierre. (Suite à une décision des autorités allemandes, elles avaient d quitter leur domicile rue des Frères Bisson, leur maison étant adossée à la voie ferrée). Alors que tous les quatre nous nous dirigions vers le domicile de mes parents un obus vint tomber sur le perron d'une villa d'ingénieur, rue Renevey. Encore quelques mètres et nous arrivâmes à domicile, où ma mère commençait à s'impatienter.
Nous étions habitués au passage des bombardiers qui chaque jour allaient détruire une partie de l'Italie du nord, mais là, rien de comparable. Malgré toutes ces péripéties, nous étions conscients de ce qui se passait, ce jour tant attendu était arrivé. Personnellement, je me disais: quelques jours à attendre et ils seront là. Quelle erreur!

MESNIL MAUGER

Mon père était bloqué à la campagne à environ une trentaine de kilomètres. Il était employé à Mézidon, mais résidait chez son cousin à Mesnil Mauger. Il eut la sagesse d'attendre et ne nous rejoignit à Dives que la semaine suivante. Les routes étant libérées, parti à pied, il fit le trajet en un temps record, moins de 6heures, sur la route: aucun obstacle.

La population de Dives apprit rapidement que la ville devait être évacuée le 14 juillet. Mes parents prirent la décision de porter à Mesnil Mauger des vêtements et autres babioles. Chaque matin lui et moi nous partions a bicyclette, chargés comme des mulets et revenions dans l'après-midi, la récompense à l'arrivée : un bon repas, simple mais copieux, nous attendait. Au retour, nous emportions quelques victuailles pour le reste de la famille. Une véritable aubaine car pour les divais, le régime de grande rigueur s'imposait. Nous fîmes trois ou quatre voyages sans incident. Une anecdote: à notre dernier voyage de retour, au niveau des eaux de Brucourt un Typhon nous survola à basse altitude. Devant nous roulait à bicyclette un soldat allemand avec un bidon à soupe qu'il portait dans son dos. Au bruit du moteur d'avion, l'allemand se glissa dans le fossé avec sa bicyclette et ne bougea plus. Au deuxième passage de l'avion, il n'y avait plus que deux cyclistes sur la route : mon père et moi. Le 14 Juillet au matin nous prîmes la direction de Mesnil Mauger. Aux environs du 20 ou 21 août mon père et moi, toujours à bicyclette sommes partis en direction de Dives après avoir promis à ma mère d'être très prudents. Avec plaisir, une fois arrivés à Dives, l'on put constater que la maison était restée comme nous l'avions laissée. Nous repartîmes très heureux. Le lendemain matin la famille reprenait la direction de Dives, ma grand-mère qui avait plus de 70 ans, était une des plus pressées à retrouver son chez elle.

PERQUISITION

Après six mois passés en Allemagne, mon père et mon frère vinrent en permission. Ils n'achetèrent

jamais leur billet de retour. Ils vivaient tous les deux à la campagne, l'un près de Lisieux, mon frère, l'autre à Mesnil Mauger. Chacun possédait de faux papiers. Si mon père resta à la campagne, mon frère, jeune marié, décida de rentrer chez lui. Il se fit embaucher dans une entreprise de Cabourg sous sa fausse identité. Tous deux étaient comme beaucoup de français qui n'avaient pas acheté de billet de retour, recherchés par la Gestapo.

Un samedi matin du mois de mai 1944, je vis arriver à l'entreprise où je travaillais un agent de police auxiliaire que je connaissais bien, nous étions de "bons copains". Il venait me prévenir de ne pas rentrer chez mes parents avant d'avoir son feu vert. Je lui fis part de la protection de ma mère, sa réponse était rassurante: le curé chez qui elle travaillait avait été prévenu et s'était engagé à ne pas la laisser partir et surtout ne lui dit rien. J'étais aussi chargé d'arrêter ma sœur, apprentie couturière à Cabourg et qui comme chaque midi rentrait déjeuner. L'alerte fut de courte durée, environ trois quarts d'heure plus tard, mon copain qui se nommait Bernard Briard vint me prévenir que la Gestapo était repartie.

Les événements s'étaient déroulés de la manière suivante :

Première visite, chez mon frère: la Gestapo essaie d'ouvrir la porte de la maison, en vain. Il n'y avait personne à l'intérieur, mon frère et son épouse étaient partis quelques heures avant, rendre visite aux parents de ma belle-sœur à Mézidon. Seconde visite du domicile de mes parents. Même scénario à la différence que nous avions oublié ma grand-mère. Cette dernière allait arriver au beau milieu de la visite de la Gestapo. La sœur de ma mère dont le domicile n'était séparé de celui de mes parents que par deux maisons, la guettait, elle la fit rentrer à son domicile. Mais ne pouvant supporter que la porte de la maison de son fils fut cassée, ma grand-mère se dirigea en leur hurlant d'arrêter et poussant l'audace jusqu'à demander ce qu'ils avaient fait de son fils dont tout le monde était sans nouvelle depuis son retour en Allemagne. Lorsque ma tante nous racontait cette épopée à laquelle elle avait assisté impuissante, elle disait de ma grand-mère : « Elle a été formidable ! »

DEFILE DU 11 NOVEMBRE 1940

J'avais 14 ans et profitais d'une certaine liberté, à savoir devoirs faits, leçons apprises (témoin le bulletin scolaire, heure de retour et destination dont le rayon se limitait à Houlgate et Cabourg. Le 10 novembre, à leur arrivée aux cours l'après-midi, les frères Barras nous invitèrent à défiler, un ruban rouge à la boutonnière. Je précise que j'avais été séparé de mes copains de toujours, ils n'avaient pas le certificat d'études, raison : trop jeunes. Donc, moi, le vétéran, j'étais rentré au cours complémentaire. Jeune potache, une belle occasion de chahut. Certes, il y avait le ruban rouge et notre façon à nous de braver la décision allemande interdisant aux anciens combattants de 1914/1918 de défiler dans les rues. Quand je suis parti pour Cabourg, je donnais ma destination sans aucun commentaire. J'ai retrouvé au bas de la rue de la mer, peut être bien une vingtaine de mes camarades. Autant que je me souvienne, nous nous sommes répartis en deux groupes, chacun sur un trottoir, avons fait les clowns et surtout bien ri. Nous ignorions tout ce qui se passait à Paris. Par contre, je ne me suis pas vanté de ce coup d'éclat auprès de mes parents de peur que ma liberté ne soit restreinte. D'ailleurs personne ne prit au sérieux notre chahut qui pour moi, abstraction faite des événements parisiens, reste un bon souvenir dans ma vie potache, je me suis bien amusé.

LES FAUX PAPIERS

Les faux papiers de mon père et de mon frère leur avaient été fournis par un camarade de mon père, monsieur Divarrés (Jeunes ils habitaient la même rue). Alors qu'il était revenu de son exil, mon père rencontra son camarade rue Renevey, exactement entre les rues Sainte Marguerite et Saint Pierre. Ce dernier était accompagné d'un grand monsieur qui fut présenté comme tombé du

ciel. Ils échangèrent quelques mots, mais lorsqu'il nous raconta cela le soir, il trouvait son camarade imprudent. Hélas, les événements qui suivirent devaient lui donner raison.

LES COLLABORATEURS

Je n'en connaissais que très peu: Angéliaume, le propriétaire de l'hôtel Cherrier situé face à la gare, sans doute d'autres, mais je n'en ai pas souvenir. Par contre des admirateurs du soit disant grand Maréchal qui se nommait Pétain, cet ancien ami de l'espagnol Franco avec lequel il avait fraternisé lors de la campagne du Rif et comme ambassadeur quand sous le régime franquiste, ils étaient assez nombreux et se recrutaient surtout parmi les anciens combattants. Certains durent démissionner de leurs fonctions honorifiques et ce, pendant l'occupation tellement la pression était forte. Ce fut le cas d'une société dont j'étais membre et à qui ses camarades comme lui anciens combattant l'invitèrent à démissionner plutôt que d'être démissionné.

Angeliaume, tout le monde connaît sa fin: abattu par des résistants dans le bourg où il résidait.

Cherrier: un adhérent du parti à Thuillier. Je ne connaissais pas son activité, mais je me souviens très bien d'un défilé qui eut lieu un dimanche dans les rues de Cabourg. Revolver attaché à la ceinture, il paradait avenue de la mer, à la tête d'une petite troupe d'enfants vêtus en bleu et blanc. La dernière fois que je l'ai vu, ce fut en octobre ou novembre 1945. Je regagnais le domicile de mes parents pour déjeuner. Face à la gare, une petite foule hurlait. Heureusement pour lui et son épouse, il y avait des gens raisonnables. Un homme fut désigné pour aller chercher les gendarmes afin de les arrêter. A son retour, nous apprenons que les gendarmes n'ayant aucun ordre ne pouvaient pas intervenir. Le mécontentement de la foule augmentant, le couple Cherrier fut emmené sous bonne escorte chez Pierre le coiffeur où ils furent rasés, les cheveux remplacés par des croix gammées dessinées au rouge à lèvres, puis reconduits au camion par lequel ils étaient venus. Le chauffeur du camion comprit tout de suite et repartit.

L'Entreprise Léon Sellier à Cabourg.

Dans cette entreprise nous étions tous anti allemand, à ma connaissance, pas de résistants connus ou reconnus. L'entreprise était chargée de l'entretien de la plomberie et de la couverture de toutes les villas occupées par les soldats allemands dont les propriétaires étaient à la déclaration de guerre, clients de ladite entreprise et situées dans un périmètre allant de Cabourg à Franceville; pour se faire je devais me rendre chaque matin à la Kommandantur où les bons de commandes m'étaient remis. Quand le travail était effectué, je devais aller vers les donneurs d'ordre quelques fois situés dans des villas différentes du lieu de réparation, afin de faire signer les bons de commande certifiant que les réparations avaient bien été effectuées.

Chaque matin à la reprise du travail, chaque ouvrier (nous étions 7) rendait compte des travaux effectués. Or chacun en ayant l'habitude racontait les travaux militaires effectués dans ces zones interdites. Ces récits intéressaient le patron. Si ce qui lui avait été rapporté avait été imprécis, la question suivante m'était posée tout à fait banalement: "Jean quand vous irez faire signer le bon de commande des travaux à la villa X, si vous voyez ceci ou cela vous m'en parlez: nouvelles fortifications, quelle surveillance etc..... Tout cela pour qui, pourquoi, mystère. Le lien, peut être le correspondant de la SNCF pour les deux communes: Dives, Cabourg?
Je n'étais pas dupe et son sourire en coin quand je rapportais ma réponse en disait long. Je n'ai jamais su à qui ces renseignements étaient communiqués; je suis certain que le patron n'appartenait à aucun réseau de résistants.

Pour vous donner une idée de l'ambiance qui régnait au sein de l'entreprise, je vais vous conter ce que je considère comme une belle histoire. Un matin, je suis revenu de la kommandantur avec un ordre impératif d'assurer le plein du château d'eau qui alimentait le préventorium. L'eau était puisée dans deux puits artésiens qui étaient secs après deux heures de pompage et nécessitaient deux heures d'attente avant que l'opération ne soit renouvelée.

La veille du jour imposé, alors que généralement j'étais chargé d'aller mettre les pompes en mouvement, ce fut un plombier qui s'y rendit, au prétexte qu'un petit entretien était nécessaire afin que nous n'ayons pas d'ennui. Le plombier désigné avait pour nom Robieux. Il s'y rendit, rapporta que le château d'eau était plein, que le manomètre indiquait une contenance maximum, en un mot que tout allait bien.

Nous savions que si l'ordre qui nous avait été si impératif, découlait que le jour J, l'entreprise TODT devait couler du béton pour la construction d'un important blockaus ; (Entreprise TODT, une entreprise allemande chargée de la construction du mur de l'Atlantique)

Ce que Robieux prépara se réalisa: au bout de quelques minutes, il n'y avait plus d'eau et le manomètre indiquait qu'il devait être plein. La kommandantur nous alerta aussitôt en menaçant le patron de représailles. Robieux retourna et remis la pompe en route. Conséquence, blockhaus coulé avec une journée de retard et obligation de la présence d'un ouvrier tout pendant les opérations de coulage. Au sein de l'entreprise, personne ne fut dupe, mais bien que le silence règne sur les faits, conscients que l'opération ne suffirait pas pour stopper les travaux, nous nous réjouissions individuellement et avions envie d'hurler "Bravo Robieux »

Jean QUIDOT

Juin 2014